



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2017**



**DÉCLARATION INITIALE**  
**en cas de création d'établissement ou de changement**  
**d'exploitant intervenu en 2016**

DÉPARTEMENT	
COMMUNE DU LIEU D'IMPOSITION	

TIMBRE À DATE DU SERVICE

Renvoyez un exemplaire AVANT LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2017 au service des impôts des entreprises ci-dessus, auquel vous pouvez vous adresser pour tout renseignement.

ou téléphonez au :

ou messagerie :

A1 Identification de l'entreprise		COMPLÉTER ou RECTIFIER dans la partie droite les mentions absentes ou erronées									
Dénomination ou nom et prénom											
	1										
Activités exercées											
	2										
Adresse dans la commune											
	3										
Adresse où doit être envoyé l'avis d'imposition en cas d'édition sous format papier											
	4										
Numéro SIRET de l'établissement											
	5										
Code de l'activité de l'établissement (NACE)											
	6										
Inscription au répertoire des métiers et de l'artisanat											
	7										
Comptable de l'entreprise											
Nom : Adresse : Numéro de téléphone : Adresse électronique :											

A2 Activité professionnelle exercée de mon domicile ou exercée en clientèle	
Si vous ne disposez d'aucun autre local, cochez la case	<input type="checkbox"/> Précisez la surface occupée pour les besoins de l'activité exercée à domicile :
Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration si elle ne fait pas partie du personnel salarié de l'entreprise.	À ..... le .....
Téléphone : Adresse électronique :	Signature

1447-C-K - IMPRIMERIE NATIONALE - 2016 01 58089 ND - 2016-09-PF 003 925

**A3** Origine de l'établissement (case à cocher)

- Création d'établissement
  Début d'activité
  Transfert d'activité  
 Acquisition d'établissement
  Apport
  Scission
  Fusion

**A4** Identification de l'ancien exploitant ①

Dénomination ou Nom et Prénom	
Activité exercée	

**B1** Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise Période de référence : année civile 2015 ou exercice de 12 mois clos en 2015

Entreprise créée en 2016				Entreprise existante en 2015			
Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	1	...../...../.....		Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	12	...../...../.....	
Effectif au cours de l'année civile 2016 ②	2		,	Effectif au cours de l'année civile 2015 ②	13		,
dont affecté à une activité artisanale	3		,	dont affecté à une activité artisanale	14		,
dont	Apprentis sous contrat	4	,	dont	Apprentis sous contrat	15	,
	Handicapés physiques	5	,		Handicapés physiques	16	,
Chiffre d'affaires HT ou recettes HT estimés pour 2016	6			Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2015 (ou de l'exercice clos en 2015, lorsque sa durée est égale à 12 mois mais ne coïncide pas avec l'année civile)	17		
Ajustement à l'année ③	7	(ligne 6) x 12	8	Ajustement à l'année ③	18	(ligne 17) x 12	19
Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2016 ④	9			Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2015 ④	20		
Ajustement à l'année ③	10	(ligne 9) x 12	11	Ajustement à l'année ③	21	(ligne 20) x 12	22

**B2** Renseignements pour l'établissement

Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2016 ⑤	1		,
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée d'exploitation en semaines (cocher la case) ⑥	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation pour le nouvel établissement en 2016 (en semaines)	2
	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation normalement prévue en 2017 (en semaines)	3
Micro-entrepreneur bénéficiant du régime micro-social prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale (cocher la case) ⑦	<input type="checkbox"/>	Indiquer la date d'entrée dans le statut de micro-entrepreneur (jj/mm/aaaa)	4 ...../...../.....
En cas d'exercice de l'activité de diffuseur de presse, cocher la case ⑧	5	<input type="checkbox"/>	
Activité professionnelle exercée à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année, cocher la case	6	<input type="checkbox"/>	
En cas d'éolienne produisant de l'énergie électrique, cocher la case ⑨	7	<input type="checkbox"/>	
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) ⑩	8	...../...../.....	
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) ⑪	9		, %



## D Exonérations et abattement

Si vous remplissez les conditions, veuillez indiquer l'exonération pour laquelle vous désirez opter		Cocher ci-dessous les cases <sup>15</sup> correspondant à votre choix (une seule ligne de choix possible)	
EXONÉRATIONS ACCORDÉES SUR DÉLIBÉRATIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE	CVAE
Entreprises de spectacles vivants (art. 1464 A 1° du CGI) <sup>16</sup>		1	2
Établissements de spectacles cinématographiques (art. 1464 A 3° à 4° du CGI) <sup>16</sup>		3	4
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) dans le cadre : <sup>17</sup> (préciser le régime d'exonération, une seule ligne possible)	– du régime de l'article 44 <i>sexies</i> du CGI (création d'entreprises nouvelles)	5a	6a
	– du régime de l'article 44 <i>septies</i> du CGI (création d'entreprises nouvelles pour la reprise d'entreprises industrielles en difficulté)	5b	6b
	– du régime de l'article 44 <i>quindecies</i> du CGI (création ou reprise d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale)	5c	6c
« Jeunes entreprises innovantes » ou « jeunes entreprises universitaires » (art. 1466 D du CGI) <sup>18</sup>		7	8
Exonération en faveur des caisses de crédit municipal (art.1464 du CGI) <sup>19</sup>		9	10
Médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires ruraux (art. 1464 D du CGI) <sup>20</sup>		11	12
Activités gérées par des services d'activités industrielles et commerciales (art. 1464 H du CGI) <sup>21</sup>		13	14
Indiquer la date de début de gestion :	15		
Libraires indépendants (art. 1464 I du CGI) <sup>22</sup>		16	17
Établissements situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I du CGI) <sup>23</sup>		18	19
Établissements situés dans les zones de restructuration de la défense (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> B du CGI) <sup>24</sup>		20	21
Diffuseurs de presse spécialistes (art. 1464 L du CGI) <sup>25</sup>		22	23
Exonération de 100 % de la valeur locative des installations antipollution passibles de taxe foncière et des matériels passibles de taxe foncière destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (art. 1518 A du CGI) <sup>26</sup>		24	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :		25	
Abattement de 50 % de la valeur locative des biens passibles de taxe foncière affectés à des activités de recherche industrielle (art. 1518 A quater du CGI) <sup>27</sup>		26	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :		27	

EXONÉRATIONS ACCORDÉES DE DROIT SAUF DÉLIBÉRATIONS CONTRAIRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE	CVAE
Établissements situés dans les bassins d'emploi à redynamiser (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> A du CGI) <sup>28</sup>		28	29
Changement d'exploitant réalisé en 2016 dans une zone franche urbaine, territoire entrepreneur (poursuite de la période d'exonération du prédécesseur) (art.1466 A-I <i>sexies</i> du CGI) <sup>29</sup>		30	31
Micro-entreprises commerciales situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I <i>septies</i> du CGI) <sup>29</sup>		32	33
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :		34	
Pour chacun de ces biens, préciser par un pourcentage la proportion du local concerné affecté à l'activité exonérée :		35	%
Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI) <sup>30</sup>		36	37
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :		38	
Établissements situés dans les départements d'outre-mer (art.1466 F du CGI) <sup>31</sup> Dans ce cas, cocher le taux de l'abattement auquel vous avez droit :		39	40
– Abattement simple (65 %) <sup>41</sup> <input type="checkbox"/>			
– Abattement majoré (80 %) <sup>42</sup> <input type="checkbox"/>			
Option pour l'encadrement communautaire <sup>32</sup>		43	<input type="checkbox"/>

AUTRE EXONÉRATION DE DROIT		CFE	CVAE
Exonération en faveur des jeunes avocats (art.1460-8° du CGI) <sup>33</sup>		44	45
Exonération de l'activité de production de biogaz, d'électricité et de chaleur par méthanisation, réalisée dans les conditions prévues à l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime (art. 1451 I 5° du CGI) <sup>34</sup>		46	47
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :		48	

EXONÉRATIONS NÉCESSITANT UNE DÉCLARATION SPÉCIFIQUE N° 1465-SD DISPONIBLE SUR LE SITE WWW.IMPOTS.GOUV.FR		CFE	CVAE
Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones... <sup>35</sup>	– d'aide à finalité régionale (art. 1465 du CGI)	49	50
	– d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 B du CGI)	51	52
	– de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI)	53	54